

ET LE CANADA DÉCIDA DE NÉGOCIER...

Le mouvement syndical est habitué à se faire dire par les employeurs que ceux-ci refuseront de négocier pour accorder de meilleures conditions de travail et de rémunération. Lorsque nous sommes un groupe de travailleuses et de travailleurs et que nous décidons de s'organiser en syndicat, nous nous faisons régulièrement servir des menaces de fermeture ou de mise à pied massives. Dans le cas du Québec qui s'appête à se dire OUI et à devenir souverain, la même attitude se répète. Le reste du Canada et le parapluie du NON nous disent qu'ils ne négocieront pas et nous expliquent que la catastrophe nous guette. Voyez cette déclaration de Daniel Johnson qui nous dit qu'il y aurait une perte de 92 300 emplois le lendemain d'un OUI (pour quelqu'un qui nous demande sans cesse ce qui arrivera le lendemain d'un OUI, il est drôlement précis). Voyez aussi la déclaration de Laurent Beaudoin de Bombardier qui parle même de la possibilité de déménager ses entreprises dans l'intérêt de ses actionnaires le lendemain d'un OUI. Le patronat dans son ensemble, de quelque pays qu'il soit, n'a jamais été le fer de lance dans le combat pour la libération des peuples.

RECONNAÎTRE LES QUÉBÉCOISES ET LES QUÉBÉCOIS COMME UN PEUPLE

Il est bien évident pour nous qu'il s'agit d'épouvantails que l'on agite pour faire en sorte que le Québec demeure une simple province parmi les autres. Dans cette campagne référendaire 95, jamais cela n'aura été aussi clair, que le Parti libéral de Monsieur Johnson et celui de Monsieur Chrétien, ne veulent pas reconnaître les Québécoises et les Québécois comme un peuple. Mais après un OUI, auront-ils le choix?

Après un OUI à nous-même, comme peuple, ce sont des négociations d'égal à égal qui commenceront dans l'intérêt mutuel du Canada et de notre pays le Québec. Monsieur Johnson voudrait bien connaître ce que sera le résultat de la négociation avant qu'elle soit commencée même s'il dit qu'il n'y aura pas de négociations. Depuis quand, par exemple, demandons-nous à ceux que l'on mandate pour négocier de nous donner les résultats avant de commencer? Et puis, c'est élémentaire dans le monde syndical, il faut d'abord se donner un syn-

dicat avant de le négocier. Donc, se faire confiance et être solidaire en se donnant un pays et ensuite nous serons entendus.

UN DÉFI À RELEVER

Dans ce pays, nous voulons aussi bâtir ce que j'appellerais une économie solidaire; ainsi plusieurs revendications portées par les groupes de femmes, les groupes communautaires et les syndicats devront être mises de l'avant. Nous voulons que cette nouvelle société soit plus respectueuse de ses citoyennes et citoyens les

SOMMAIRE

- Souveraineté: des gens d'ici s'expriment p.3
- Joie et solidarité à la caravane à Sherbrooke p.4
- Les femmes et l'Indépendance p.5
- Regroupement des religieux et référendum p.6
- Charte d'un Québec populaire: extraits p.7
- Cinéma: "Le Confessionnal" p.8

plus démunis et que nous ayons en priorité une politique de plein emploi. Il faudra être présent pour défendre nos orientations pied à pied. Et sans doute, y aura-t-il naissance de nouveaux partis politiques plus près de nos préoccupations. Enfin, les souverainistes ne se verront pratiquement plus obligés de voter péquiste à cause de cette unique option. Le lendemain du OUI, nous relèverons nos manches pour bâtir ensemble un pays qui tient compte de

la charte d'un Québec populaire qui résume bien les orientations des groupes populaires et syndicaux qui ont participé à son élaboration. Relevons ce défi ensemble!

Quelques jours après la victoire du OUI, nous lirons dans les journaux: "Et le Canada décida de négocier..."

Janvier Cliche
Président du Conseil
Central de l'Estrie CSN

OUI À L'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC!

Notre présence ici, aujourd'hui, est le fruit d'un travail de solidarité de militants et militantes des milieux populaires et étudiants.

C'est l'énergie progressiste qui nous a permis de mobiliser et non le «CASH» d'une multinationale comme Bombardier.

Notre force est notre désir commun de porter un projet de société juste et équitable. Nous reconnaissons l'important travail de milliers d'individus représentant plus de 350 organismes qui ont participé pendant plus de 4 ans, à l'appel de Solidarité Populaire Québec, à mettre en place les bases du projet de société que nous voulons dans un Québec indépendant.

Est ressortie de cette démarche démocratique «La

Charte d'un Québec populaire». Cet outil nous est utile aujourd'hui et le sera dans nos luttes futures.

UN PROJET DE SOCIÉTÉ QUI RÉPOND VRAIMENT AUX BESOINS DU PEUPLE

Notre projet de société n'est pas celui du PQ. N'hésitons pas à le crier haut et fort. Leur projet est très clair: coupures dans la santé et dans l'éducation. Nous venons d'apprendre la décision de fermer l'Hôpital St-Vincent de Paul à l'instar des fermetures vécues à Montréal et à Québec. Ces pratiques pour nous sont inconcevables. Il n'est pas étonnant que le projet de société du PQ n'inspire pas les Québécois et les Québécoises.

Nous devons être porteurs d'un nouveau projet de so-

ciété. Le faire connaître, c'est redonner l'espoir au peuple de voir enfin s'améliorer nos conditions de vie.

OUI au plein emploi. OUI à l'égalité entre les hommes et les femmes. OUI à un Québec sans armée. OUI à un Québec terre d'accueil des peuples opprimés. OUI au droit à l'autodétermination des nations aborigènes.

Le «Réseau populaire pour le OUI» va aider à faire avancer le OUI en Estrie et partout au Québec. Il faut s'organiser pour suivre et agir sur la campagne référendaire. On peut s'intégrer à des comités de discussion et de mobilisation.

Nous devons convaincre les plus démunis-e-s (que le PQ ne peut rejoindre avec ses coupures) de voter OUI. Donnons-leur l'espoir et les



Quelques manifestants lors du passage de la caravane pour la souveraineté populaire à Sherbrooke, le 6 octobre dernier. À gauche, sur la photo, l'on aperçoit Paul Rose, porte-parole du Réseau populaire pour le OUI.

moyens de lutter pour un changement social radical et nécessaire. Tout comme nous, ils et elles n'ont rien à perdre et tout à y gagner.

Suivons l'exemple du mouvement des femmes qui vont continuer à marcher les deux prochaines années pour l'augmentation du salaire minimum. Nous reprenons les paroles de la Fédération des femmes du Québec qui a voté à 83% l'appui à la souveraineté du Québec:

«La souveraineté recherchée doit être porteuse d'un projet de société qui assure l'égalité des chances et la lutte contre les exclusions». Les femmes nous ont montré la voie de la victoire... Luttons et nous vaincrons! Ce n'est qu'un début, continuons le combat... Et vive l'indépendance du Québec!

Texte constituant le discours de Denis Poudrier, porte-parole du «Réseau populaire pour le OUI», lors de la manifestation du 6 octobre 1995 à Sherbrooke.

Éditorial

UN OUI POUR ALLER PLUS LOIN...

Dans la présente campagne référendaire, les OUI et les NON furent de toutes parts. Tantôt rassurantes ou apeurantes, tantôt intellectuelles ou viscérales, les interventions sont de nature variée, complémentaire ou contradictoire. Qu'en penser ?

STATUT QUO... VRAIMENT ?

Le camp du NON nous offre le "statu quo" ("état actuel des choses" selon le Petit Robert) avec en prime une campagne basée sur la peur. Un des arguments centraux de cette campagne de peur est la baisse de notre qualité et niveau de vie si nous votons majoritairement pour le OUI. Comme si notre niveau de vie n'avait pas baissé depuis une vingtaine d'années !!! Mais à part la peur, que nous offrent les tenants du NON? La sécurité? Mais la sécurité de quoi? La sécurité de qui? Des plus démunis de notre société ou de la classe dirigeante? Quand on entend monsieur Martin, ministre des finances à Ottawa, donner en exemples les politiques ontariennes ou albertaines de coupures contre les plus démunis, là, il y a vraiment de quoi avoir peur!

De plus, le ténors du NON nous font miroiter qu'un NON majoritaire au référendum est un OUI au changement. Cela ne vous rappelle-t-il pas une promesse faite par le premier ministre canadien de l'époque, monsieur Trudeau, au référendum de mai 1980? Eh bien, on peut dire que monsieur Trudeau a tenu parole! Il y a eu effectivement du changement... mais sur le dos du peuple québécois et des peuples autochtones. Voulons-nous vraiment revivre cette situation ?

"CHANGEZ DE CÔTÉ, ON S'EST TROMPÉ..."

Dans le camp du OUI, les changements proposés (ou promis...) sont nombreux et touchent une foule de domaines. Nous adhérons à l'idée généralement portée par le camp du OUI à savoir que la souveraineté facilitera et clarifiera les liens des citoyens et citoyennes avec l'État, moins de dédoublement, pouvoir plus près des gens, moins d'énergie gaspillée dans des débats constitutionnels ou de juridiction, etc. De plus, la souveraineté donnera l'opportunité aux forces de changement social de se concentrer davantage sur un gouvernement pour l'avancement d'une plus grande justice sociale. D'ailleurs, soulignons que l'unité avec les militant-e-s du Canada anglais contre Ottawa (assurance-chômage, libre-échange, etc.) s'avérait des plus difficiles (parlez-en aux gens du mouvement syndical, du mouvement des femmes ou du mouvement de solidarité internationale...).

Pour nous, la souveraineté offrirait un nouveau cadre constitutionnel plus intéressant, faciliterait et offrirait davantage de possibilités pour faire progresser nos revendications et plus globalement la justice sociale. Mais soyons clairs; seules nos luttes feront avancer ces objectifs.

OUI, MAIS...

Notre appui au OUI n'est pas une raison (ou une excuse...) pour mettre sous le tapis souverainiste nos propres revendications et notre propre vision de la société à construire. Nous sommes conscient-e-s que la source fondamentale des problèmes sociaux actuels réside dans le système économique et social dans lequel nous vivons (ou survivons pour plusieurs d'entre nous...) c'est-à-dire le système capitaliste et patriarcal basé sur le "libre marché" et l'obtention du profit maximum. De plus, le rôle de pression exercé par certaines institutions internationales (Fonds monétaire international, Banque Mondiale, OCDE,...) pour défendre ce système économique et idéologique ne peut que limiter la souveraineté de tous les pays. Enfin, dans l'éventualité d'un OUI majoritaire le 30 octobre prochain, il ne faudra surtout pas tomber dans le panneau de "se serrer la ceinture au nom de la nation" et ce, dans une période d'abondance pour les mieux nantis...

BREF, UN OUI POUR SECOUER LA TORPEUR DANS LA-QUELLE NOUS VIVONS COLLECTIVEMENT, UN OUI POUR FAIRE PROGRESSER LA SITUATION, UN OUI POUR...

ET POURQUOI PAS ?

L'équipe de rédaction

L'HOMME QUI CHERCHAIT
UN PAYS... DÉPENDANT*



Tiré du dépliant "Le OUI de la CSN", octobre 1995

Voter pour la souveraineté, c'est voter pour la dignité !

Que nous soyons fédéralistes ou souverainistes, nous nous reconnaissons comme une entité distincte parce que nous parlons français, que notre culture s'est forgée à partir d'influences françaises, anglaises, amérindiennes et américaines.

De plus en plus s'y ajoute une influence multiethnique. Cependant, le côté français de notre culture a fortement coloré notre identité. Notre volonté de garder notre langue et notre religion a fait de nous un peuple unique en Amérique du Nord.

Depuis 1760, nous refusons l'assimilation et nous nous bagarrons en conséquence. Pourquoi ne pas livrer notre der-

nière bataille et la gagner enfin, une fois pour toutes?

CONSERVER NOTRE CULTURE ET RÉPARTIR LES RICHESSES

Le Québec moderne est unique par sa langue, sa culture. Il est aussi unique par les institutions qu'il s'est données : système de santé et de services sociaux gratuits, système d'éducation gratuit jusqu'à l'université, système juridique particulier avec son code civil révisé.

Nous sommes, malgré les différents courants de pensée qui nous entourent, le coin de pays le plus social démocrate en Amérique du Nord. Nous sommes sensibles à une plus juste réparti-

tion des richesses. Les Québécois et Québécoises ont fait leur preuve dans la conduite des grands projets et dans les affaires. Sur le plan politique, nous pouvons compter sur des femmes et des hommes politiques aguerris, et qui ont le souci des leurs et de leur qualité de vie.

Toute cette richesse collective ne peut être contenue que dans un PAYS; LE NÔTRE. Pour moi, voter pour me donner un pays, c'est devenu une question de dignité et de respect de moi-même.

Pour moi, le 30 octobre, c'est OUI. Et vous?

Une citoyenne qui n'a plus peur.

Journal communautaire

journal bimestriel



187 Laurier
local 317 (3^e étage), J1H 4Z4
Tél.: 821-2270

AMECO Association des médias écrits communautaires du Québec

Équipe de rédaction

Maryse Dumont
Normand Gilbert

Responsable de l'information

Maryse Dumont

Mise en page

Maryse Dumont
Normand Gilbert

Collaborateurs-trices

Mylène Boisvert
Manon-Aim Blanchard
Fabrice Carrier
Anne-Marie Charron
Janvier Cliche
Dominique Desautels
Ariane Émond
Louise Langevin
Guy Laroche
Denis Poudrier
Michel Rioux

Éditeur: La Voix Ferrée inc.
Impression: The Record

Distribution: Distributions publicitaires
Estric Poste Publication: Enrg 7082

Dépôt légal, premier trimestre 1995
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite
délimité par les Queen et St-Joseph
(ouest), Le Phare (sud) et la rivière
St-François (est).

"Selon vous, quels sont les enjeux positifs de la souveraineté du Québec?"



Marcelle Hétiér, 66 ans

"Je crois que si l'on vote OUI, le terrain sera déblayé pour les générations futures. Pour une fois, contrairement aux générations précédentes, l'on doit penser aux jeunes pour que dès maintenant et plus tard, ils aient un pays.

"Présentement, le français est menacé par l'anglais, notre culture linguistique s'en va à la dérive. Au niveau de l'enseignement, je me demande à quel point l'on met l'accent sur la culture littéraire et musicale au Québec, tant à l'échelle collégiale que secondaire. Le manque de rigueur pédagogique, par ailleurs, nuit à la qualité du français des jeunes. Il y a tout un nouveau régime d'éducation à instaurer au Québec, qui est loin d'être dissocié de la souveraineté du Québec; celle-ci, par un régime plus démocratique et près des gens, favoriserait selon moi la langue et culture française à tous les points de vue et une meilleure rigueur intellectuelle chez les jeunes. Nous devons être fiers de notre langue, ne nous laissons pas assimiler!

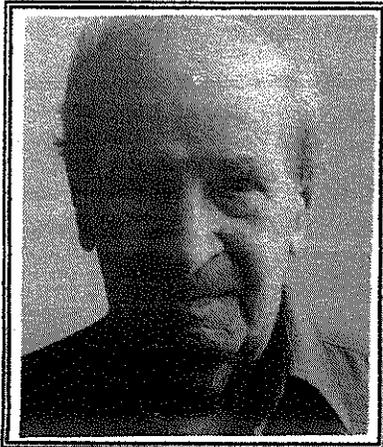
"Il est dommage que les jeunes n'aient pas envie de parler de politique. Cela est cependant compréhensible. Nous, quand nous étions jeunes, l'histoire politique et surtout véridique du Canada et du Québec n'était pas transmise par l'école. C'était nos grands-parents qui nous transmettaient les faits d'une façon plus honnête. Nous avions alors la piqure. J'ai envie de dire aux jeunes de lire Bourgeault, un homme de coeur et de tête. Sa plume s'en ressent: il sait écrire et faire comprendre les choses de manière accessible, intelligente et sensible.

Enfin, je crois que l'on a une deuxième chance de faire du Québec un pays. Il est plus que temps de la saisir."

Albert Daigle, 90 ans

"Pourquoi voter OUI? Qui n'aime pas vivre dans un pays? Le Québec est une patrie. On doit faire des sacrifices pour le Québec. Cela en vaut la peine. On aura des enjeux positifs si on a en tant que peuple une opinion pertinente au développement du Québec et surtout, et qu'on ait pas peur de la dire et d'y tenir.

"La souveraineté en réveillera plusieurs qui sont endormis. Les Québécois deviendront plus solides et solidaires. Ils diront enfin, on est chez nous.



"L'Indépendance du Québec sera un soulagement social et politique pour la nation. Nous pourrions alors marcher la tête haute. Cela engendrera quelques sacrifices, mais on a rien pour rien. C'est un coup à donner. C'est en se jetant à l'eau qu'on apprend à nager!

Donc, la souveraineté du Québec apportera des éléments positifs parce qu'on est un peuple fier, et qu'un peuple fier sait reconnaître ses propres outils de croissance socio-économique, culturelle et démocratique, sans avoir besoin des obstacles de ceux qui essaient de lui nuire. Nous sommes capables d'être auto-suffisants."



Syndicat de l'enseignement de l'Estrie

2610 ouest, rue Galt, Sherbrooke, (Québec) J1K 2X2

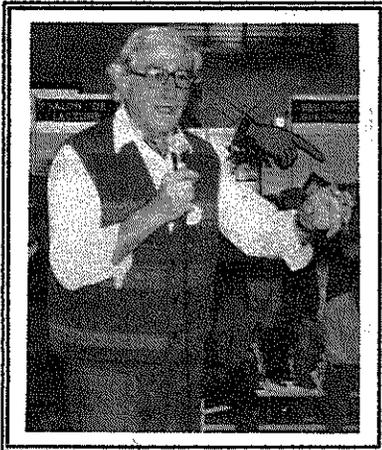
Tél.: (819) 563-5121 Télécopieur: (819) 563-6909

Michel Chartrand

"Le peuple aurait selon moi plus de pouvoir. Avec le temps, la démocratie aurait sa place au Québec. Présentement, le gouvernement canadien, par sa façon de gérer le Canada par rapport au Québec, empêche toute démocratie de s'infiltrer dans nos structures sociales et politiques. On se pose alors la question: quel gouvernement est responsable de quoi?"

"Point de vue économique, le Québec possède des ressources naturelles importantes et pertinentes au développement de notre économie. Le pays doit se bâtir et établir ainsi ses propres démarches d'action pour instaurer des régimes politiques et sociaux-culturels adaptés à la réalité quotidienne du peuple québécois.

"Pour des raisons économiques, sociales et culturelles, donc, le Québec doit se séparer du Canada, parce qu'on veut des "chances égales pour tous".



Au fait, la vraie culture n'est-elle pas celle de savoir de quel régime socio-économique l'on vient et surtout, dans quel pays l'on vit?"

Carole Archambault, 35 ans



"Premièrement, je ne me suis jamais considérée et sentie comme une Canadienne, mais bien comme une Québécoise.

"À partir de 1980, après le référendum (j'avais 20 ans), j'étais fort déçue; et je l'étais encore plus l'année suivante lorsqu'un accord des ministres a été négocié sans avoir communiqué avec celui du Québec. Je me suis sentie trahie, non respectée. Je me suis alors dit que le Québec devait devenir un pays.

"La souveraineté n'est pas juste économique et politique; elle est aussi sociale, culturelle. La souveraineté du Québec rassemble tous ces aspects. Nous sommes faits pour évoluer. Le fait de se prendre en main, de se retrousser les manches pour bâtir un pays dans un système démocratique et protéger notre langue française (il faut continuer le travail de ceux qui ont depuis longtemps fait évoluer la langue) constituent des

enjeux positifs de l'Indépendance du Québec.

"J'ai vécu depuis 1980 les conséquences du NON. Je ne tiens pas à revivre la même expérience. Le Québec possède diverses ressources naturelles et des qualités essentielles comme le sens de la coopération (la présences de nombreuses coopératives est un bel exemple), la solidarité et le respect des minorités. Je crois que l'on a doit faire un pas vers l'avant. Je crois qu'en 1995, il est plus que temps de voter OUI."

Photos et entrevues:

Maryse Dumont

LA TABLE RONDE DES
WEP
DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314,
Sherbrooke, Qué., J1H 4Z4
tél.: (819) 566-2727

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à s'offrir
- Une force en devenir

**CONSEIL CENTRAL
DES SYNDICATS
NATIONAUX
CSN DE L'ESTRIE**

**ENSEMBLE,
SOLIDAIRES,
ON ATTEINT
NOS OBJECTIFS!**

Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie, 180 rue Acadie, Sherbrooke.
(819)563-6515.

LA SOLIDARITÉ ÉTAIT AU RENDEZ-VOUS

"Solidarité; Oui à la souveraineté; Le Québec aux Québécois; Oui à l'égalité des chances; Vive le Québec libre; L'Indépendance, un moyen pas une fin!" Ce sont là quelques-uns des slogans qui ont animé les rues du centre-ville de Sherbrooke, cet après-midi maussade du 6 octobre dernier. En effet, une soixantaine de personnes ont bravé la pluie et le mauvais temps pour clamer haut et fort leur adhésion à un projet de société, porteur d'une plus grande justice sociale et qui passe par la souveraineté du Québec. Ces gens, provenant majoritairement du milieu communautaire, accompagnaient le passage à Sherbrooke de la Caravane pour la souveraineté populaire.

Qu'est-ce que la Caravane pour la souveraineté populaire?

Il faut d'abord préciser que ce n'est pas la Caravane du Parti Québécois! Cette Caravane a été mise sur pied par le Réseau populaire pour le OUI et regroupe des militants et des militantes des groupes et partis de la gauche. On y retrouve en autres les frères Jacques et Paul Rose, ainsi que François Boucher, ex-président du Parti Vert. Cette Caravane fait une tournée à travers le Québec pour promouvoir la souveraineté du Québec, au profit du peuple. On y préconise un projet porteur d'une plus grande justice sociale. Car le Réseau populaire pour le OUI, tout en refusant d'adhérer au programme du Parti Québécois, admet qu'il faut passer par la souveraineté du Québec afin de pouvoir accéder à une société plus juste pour tous.

Une atmosphère de joie et de solidarité.

Lors de son passage à

Sherbrooke le 6 octobre dernier, la Caravane pour la souveraineté populaire a pris part à une manifestation en faveur de la souveraineté. Cette marche a été organisée par le Réseau populaire pour le OUI en Estrie. Malgré le mauvais temps, l'atmosphère était empreinte de joie et de solidarité. Du point de départ au Champs de Mars, jusqu'à l'arrêt au manège militaire, les slogans faisant allusion à la souveraineté et à la solidarité fusaient de toutes parts. Le passage sur la rue Belvédère n'est certes pas passé inaperçu! Malgré la congestion dans la circulation qu'a entraîné ce passage, certains automobilistes ont encouragé les marcheurs qui ont alors redoublé d'ardeur.

Une fois arrivés au manège militaire, les manifestants ont fait une pause pour pouvoir écouter le message de Paul Rose. Ce dernier, bien qu'en désaccord avec le programme du Parti Québécois, a invité les gens à voter quand même pour le OUI, le 30

octobre prochain. Pour lui, même si le P.Q. est timide et n'ose pas s'avancer trop loin en ce qui concerne un projet de société plus équitable, il faut faire ce petit pas en avant pour ensuite aller plus loin. Pour faire ce pas, il faut voter en faveur de la souveraineté. Par la suite, la population devra continuer à lutter et travailler pour bâtir une société plus juste. La souveraineté du Québec appartient au peuple. Voilà l'essentiel du message de Paul Rose.

À la suite de cette intervention, la marche a repris son trajet vers le parc Racine, via les rues King et Wellington. Après ces quelques minutes de repos, l'énergie des marcheurs était à son maximum et les slogans ont repris de plus belle. Arrivés au parc Racine, les manifestants ont pu entendre les discours de deux autres intervenants. D'abord, une militante du PDS, un parti de gauche, a souligné qu'il était temps que le peuple prenne la souveraineté du Québec en main. Selon elle, ce n'est

ni le PQ, ni l'ADQ, ni le BQ qui feront avancer la justice sociale dans un Québec souverain, mais le travail et les luttes de la population. Pour sa part, Denis Poudrier du MCCE (Mouvement des chômeurs et chômeuses de l'Estrie) a souligné que le projet de souveraineté du Québec se devait d'être porteur d'espoir, de justice sociale et d'égalité entre tous.

Cette belle journée, qui avait débuté par une diffusion massive de la Caravane à Sherbrooke et une participation à la manifestation de la FTQ chez l'entreprise Bombardier s'est terminée à la Taverne le Magog, où les gens ont pu visionner le film *Le temps des bouffons* et écouter le chansonnier Caribou, qui a interprété quelques chansons à saveur souverainiste.

Pour ce qui est de la Caravane, elle reprit son chemin en début de soirée. Jusqu'à maintenant, outre Sherbrooke, la Caravane a visité les villes de Drummondville, Rimouski, Matane, Québec, LaMalbaie, Shawinigan et Trois-Rivières. Les 26 et 27 octobre, elle devrait se retrouver dans la région de Hull-Gatineau, pour ensuite revenir à Montréal le 28. À son retour à Montréal, la Caravane organisera une grande manifestation à laquelle vous êtes tous et toutes invités.

Si vous désirez avoir des détails sur la Caravane, le Réseau populaire pour le OUI ou la manifestation du 28 octobre, vous pouvez contacter le Réseau de la région au 563-8908.

Dominique Desautels



Une journée pluvieuse? Peut-être... mais la joie et la solidarité régnaient chez les manifestants le 6 octobre dernier, lors du passage à Sherbrooke de la Caravane de la souveraineté populaire pour le OUI.

Photo (source): Réseau populaire pour le OUI à Sherbrooke

Pétition pour Cinthia Paquette-Ducharme

APPUI FAVORABLE DE LA PART DES ESTRIENS

Le 1er octobre dernier, à Saint-Venant de Paquette, Cinthia Paquette-Ducharme fut mortellement happée par un conducteur en état d'ébriété (qui s'était fait retirer son permis depuis quelques temps). Par surcroît, ce dernier n'avait pas de numéro d'immatriculation.

Quelques jours suivant le décès, Yves Leclerc, un ami de la famille, lança une pétition d'abord à l'échelle régionale, puis provinciale. Cette démarche

visant à sensibiliser la population, le ministère de la justice et le législateur aux lois peu sévères concernant les conducteurs récidivistes, accusés de facultés affaiblies ayant causé la mort, a reçu un appui favorable.

UNE RÉPONSE IMMÉDIATE

En effet, le jour même des funérailles de la petite Cinthia Paquette-Ducharme, l'on recueillait plus de 300 noms sur les feuil-

les de pétition.

Une semaine plus tard, la population estrienne appuya fortement la démarche de cette pétition à laquelle s'ajouta plus de 1 067 noms.

À l'heure où les campagnes de sensibilisation s'amorçeront dans plusieurs écoles secondaires et collégiales, 13 parmi elles ont accepté de faire signer cette pétition afin de sensibiliser les élèves sur les conséquences de la

conduite avec facultés affaiblies.

DEMANDE OFFICIAISÉE AUPRÈS DES GOUVERNEMENTS

"Nous voulons que l'ensemble des pétitions nous serve d'appui, explique Yves Leclerc. Présen-

tement, une demande de pétitions officialisée est déjà entreprise auprès des deux paliers gouvernementaux, afin qu'il y ait une loi plus sévère pour les cas de récidivistes, qui devraient être traités individuellement."

Maryse Dumont



Imprimerie sherbrooke inc.

642, rue Galt Ouest, Sherbrooke, QC J1H 1Y9

Tél.: 819-562-8472 • Fax: 819-822-2824

- Impressions de tous genres
- Photocopies noir et blanc et couleur

Face à la place Belvédère!

IL Y A UNE VIE APRÈS LE OUI!

Le 30 octobre, je courrai dès l'ouverture des bureaux de scrutin pour faire ma croix tout près du OUI. Dans l'enthousiasme et en osant croire que mes espoirs seront partagés par une belle majorité de gens. Ensuite, j'appellerai parents, voisins et amis pour les encourager à faire vite et à aider celles et ceux qui ont besoin de soutien pour se déplacer. Parce que l'heure est grave. Et que la population doit aller voter, massivement.

Je crois qu'il y a urgence nationale. Pour moi, voter OUI, c'est voter pour nous, pour demain, pour l'espoir et pour la responsabilité. Voter OUI ne règlera pas tout, loin de là, mais c'est le début du respect, de la discussion franche d'égal à égal, de la rupture qui nous permet de réfléchir tranquille à nos affaires plutôt que de gaspiller nos énergies en chicanes et chantage.

Le lendemain du OUI, la vie continuera et il y aura beaucoup de travail à faire, et à faire bien, pour nous prouver à nous d'abord et aux autres

ensuite que cette petite société distincte et majoritairement francophone est déterminée à améliorer la vie de manière inventive et généreuse.

Pour moi, voter OUI, c'est voter pour ce petit coin du monde qui nous ressemble et qui veut continuer à vivre, de travailler et de rêver en français avec tous ceux et celles qui le désirent, un petit pays qui voit à ses affaires, à sa manière.

Malgré la conjoncture difficile, malgré le fait que le Parti Québécois m'agace, malgré les glissements d'un leader ou l'autre, je vais voter OUI.

UN MAUVAIS SOUVENIR

En 1980, comme tant d'autres, j'avais l'impression que l'indépendance était faite dans nos têtes et que je n'avais pas besoin de m'occuper personnellement de souveraineté. J'ai préféré critiquer les combats de coqs des leaders, en oubliant que ce vote était bien plus grave que notre

confort ou notre indifférence pour la chose politique.

En 1980, mon OUI était sans mémoire et sans espoir de changement. C'était un OUI contre la bêtise et les manipulations des politiciens du camp du NON qui faisaient peur au monde (ce qui n'a pas changé, vous avez remarqué?) et qui s'étaient servis honteusement des *Yvette* pour freiner le droit à l'autodétermination du Québec. Le soir du 20 mai 1980, j'ai pleuré à chaudes larmes parce que le chantage avait eu raison des Québécois, comme tant d'autres fois dans leur histoire. J'ai eu ma leçon. En 1995, j'ai sillonné le Québec pour informer et convaincre des femmes surtout de l'importance de ce geste du 30 octobre.

TIRER UNE LEÇON DU PASSÉ

Les partis politiques passent, un pays ça reste. Cette fois-ci, il ne faut pas rater le bateau.



Photo: Josée Lambert

Ariane Émond est journaliste, et auteure de *Les ponts d'Ariane* (VLB).

Pour contrer la pauvreté, pour améliorer leur place au soleil, les femmes ont intérêt à voter OUI. Elles sont les plus touchées et les plus visées par les politiques de droite qui secouent le Canada et qui saccagent les programmes sociaux en faisant croire que c'est la solution miracle à la dette fédérale!!! Et l'évasion fiscale des compagnies???

Voter pour le NON, ce n'est pas voter pour le statu quo, mais pour la résignation. Qu'on se le dise. RÉSIGNATION, un mot haïssable entre tous. Je lui préfère Courage, Conscience sociale et Persévérance. La Marche des fem-

mes contre la pauvreté l'a montrée. Je crois sincèrement que le meilleur est devant nous, si nous nous en donnons la peine et les moyens. Le silence des femmes fait la force du Non. L'action et le courage de dire ce que nous voulons dans un Québec souverain est notre meilleur garantie d'y avoir une place et de nous faire respecter.

OUI, il y a une vie après le OUI!

Ariane Émond
journaliste
auteure *Les ponts d'Ariane*
(VLB)

Vivre à haute voix



Illustration: Partenaires pour la souveraineté (archives)

au lieu de murmurer
notre existence

Le référendum et les femmes

NON À LA RÉCUPÉRATION!

Le camp du NON tente actuellement de convaincre les femmes que monsieur Lucien Bouchard ne s'intéresse qu'à leurs fonctions reproductives. La manoeuvre est grossière et nous rappelle les *Yvette*, de triste mémoire. La Fédération des femmes du Québec ne tombera pas dans le piège et refusera de s'associer à une campagne de dénigrement tout à fait disproportionnée en rapport avec les propos tenus par monsieur Bouchard.

POLITIQUE FAMILIALE ET POLITIQUE NATALISTE: PAS LES MÊMES OBJECTIFS

Cela dit, la Fédération des femmes du Québec rappelle à toutes les personnes intéressées qu'une politique familiale et une politique nataliste ne sont pas exactement la même chose. Une politique familiale a surtout pour objectif de soutenir les familles qui décident d'avoir des enfants. Elle peut éventuellement favoriser la natalité mais ce

n'est pas son premier but. De toute façon, ce sont les femmes et leurs conjoints qui décident, de façon autonome, d'avoir ou non des enfants, et combien.

Ce rappel amical vaut pour tous les politiciens. Rappelons ici que les inventeurs des "bébés-bonis" sont les libéraux, au pouvoir de 1985 à 1994. On parlait beaucoup de natalité au Québec, au sein du gouvernement libéral, vers la fin des années 80. À l'époque, des groupes de femmes avaient dénoncé ce qu'elles sentaient comme une pression induite sur le libre-choix des femmes.

Ceux et celles qui, dans le camp du NON, essaient de "faire du millage" à partir de la déclaration de monsieur Bouchard devraient plutôt, comme nous, inviter des politiciens à se préoccuper des conditions de vie des femmes, des hommes et de leurs enfants.

RÉFÉRENDUM: LES FEMMES DOIVENT S'EXPRIMER

Nous souhaitons que le débat sur l'avenir du Québec se poursuive dans le calme. Nous croyons que les femmes doivent prendre une part active dans ce débat et y apporter leurs préoccupations. Les femmes, tout autant que les hommes (mais pas plus...), se sentent responsables de l'avenir du Québec. La Fédération des femmes du Québec entend, quant à elle, continuer à promouvoir sa vision d'un Québec souverain; une société égalitaire, juste, pacifiste, où les citoyennes et citoyens de toutes origines construisent ensemble un pays.

Françoise David
présidente de la Fédération
des femmes du Québec

Regroupement des religieuses et religieux pour le OUI

OUI À LA LIBERTÉ ET À LA RESPONSABILITÉ SOCIALE

L'approche d'un référendum devant décider de l'avenir du Québec interpelle chacune et chacun d'entre les religieuses et religieux du Québec.

Notre foi et notre engagement nous rendent solidaires des femmes et des hommes de ce pays, spécialement des personnes démunies, exclues. À partir donc de notre histoire et de nos solidarités, nous sentons comme impératif de prendre position dans un débat référendaire où sont mises en jeu les valeurs et les priorités qui influenceront sur l'avenir de toutes les personnes et groupes dont nous sommes solidaires.

Nous avons bien conscience que ni l'Évangile comme tel, ni notre foi, ni notre engagement religieux ne donnent une réponse claire et précise sur le choix à faire, et que d'autres religieux et religieuses pourront faire un choix différent que nous voulons respecter. Nous avons conscience aussi que bien des aspects du débat comportent des arguments

parfois contradictoires, que tout n'est pas blanc ou noir.

OÙ EST LA SOLIDARITÉ SOCIALE?

Ceci dit, si nous faisons l'analyse des forces en présence, nous constatons la place que prend un discours dominant: celui des gens d'affaires, où le focus est mis sur la question économique, où on brandit la méfiance, la peur du risque et de la prise en main de notre avenir... Dans ce discours est totalement absent tout l'aspect de solidarité sociale: aucune préoccupation d'un Québec cassé en deux, aucune prise en compte de la lutte que mènent contre l'exclusion et la pauvreté tant de groupes à travers tout le Québec. Même discours et mêmes absences du côté fédéral.

Pire encore, l'attachement au Canada pouvait se baser sur un certain nombre de valeurs importantes dans lesquelles nous nous reconnaissons: démocratie, tolérance, qualité de notre protection sociale, accueil fait aux per-

sonnes réfugiées et immigrantes, solidarité avec les pays en voie de développement, appui aux droits humains, etc. Et quel virage prend le Canada? Notre système de protection sociale est en train de se démanteler. On s'achemine vers un appauvrissement généralisé (...).

S'il y a un risque à la souveraineté, il y a plus qu'un risque à rester dans le Canada; il y a la certitude que les conditions de vie des pauvres, des sans-emplois, des femmes, vont se détériorer, que l'idéal des droits humains et de la solidarité est en train de s'effriter...

Ces dernières années, beaucoup d'entre nous - soutenus en cela par la CRCQ (Conférence Religieuse Canadienne, région du Québec) - sommes partie prenante des actions, réflexions et projets visant la construction d'une société plus juste, pacifique et égalitaire pour tous et toutes. En particulier nous avons rejoint la longue démarche démocratique de

SOLIDARITÉ POPULAIRE QUÉBEC et les valeurs auxquelles nous tenons sont bien exprimées dans sa Charte d'un Québec populaire, le Québec qu'on veut bâtir...

OUI À L'AVENIR

Si nous voulons être en cohérence avec nos options, il nous paraît clair que nous devons être solidaires du OUI. Ce faisant, nous misons sur les chances que pourra donner la souveraineté aux dynamismes présents dans notre société québécoise, aux forces de changement, à la créativité, à la compassion. Nous pourrions alors enfin être libres de fixer nos propres priorités, refuser un Québec cassé en deux et bâtir un pays où démocratie, solidarité, égalité des femmes et des hommes, sont des réalités vécues.

Dans notre tradition chrétienne, le modèle d'Abraham "parti sans savoir où il allait" nous a parlé de risque et d'espérance, cela a été présent avec d'autres modèles prophétiques dans toute notre histoire du Québec. Nous pensons nous aussi

que "notre vie collective témoigne d'acquis assez solides et de valeurs suffisamment partagées pour que nous puissions dégager une vision d'avenir résolument positive" (Message de l'Assemblée des Evêques du Québec). Nous avons le goût de bâtir un pays avec les jeunes qui en sont l'avenir. Ce serait trop dommage et contradictoire, avec tout un passé de courage et d'audace, que la peur du risque bloque un avenir aux générations qui nous suivent; c'est pourquoi, en toute conscience, nous avons décidé en notre nom personnel que la souveraineté du Québec est le meilleur chemin pour construire une société plus solidaire, sans violence, sans sexisme, sans discrimination. Un OUI à la souveraineté, c'est donner à la société québécoise un nouvel espace de liberté et de responsabilité.

N.B.: Lors de la rédaction du journal, plus de 350 religieuses et religieux avaient déjà signé cette déclaration.

Le regroupement des religieuses et religieux pour le OUI.

Est-ce que le P.Q. a aidé les pauvres depuis qu'il est au pouvoir ?

Voilà la question que je me poserai le jour du référendum. (...) Avant l'élection de septembre 94, Parizeau parlait d'annuler la pénalité de 104\$ pour partage de logement pour les filles-mères. Par contre, les célibataires (...) continueront à être pénalisés.

En avril, le ministre de la justice du PQ a coupé 20 millions à l'Aide juridique; seulement les personnes ayant commis des crimes graves (les vrais criminels) y auront accès. Le même mois, le ministre du revenu a gaspillé 500 000\$ pour un commercial anti-discriminatoire qui n'a pas mis une miette de pain de plus sur la table des assistés sociaux. En août, les policiers des petites villes (...) ont obtenu la parité salariale avec les policiers provenant de plus grandes villes. Pendant ce temps, des Québécoises, dont plusieurs vivent sous le seuil de la pauvreté, attendent toujours la parité salariale avec les hommes, malgré une promesse électorale.

Le gouvernement dépense 800 000\$ par année pour des enquêtes portant sur la pauvreté et 800 000\$ pour la fête de la St-Jean. On enlève de l'argent aux pauvres pour fêter et faire des enquêtes sur la pauvreté...

Avant son élection, Jacques Parizeau avait promis d'investir 70 millions dans la création de nouveaux HLM (une promesse de 15 000 nouveaux logements par année). Où sont-ils ces HLM? Pendant que 7 000 familles de Montréal attendent pour un logement, le PQ dépense des milliers de dollars pour essayer de nous vendre la souveraineté. (...) Un assisté social qui ne reçoit que le montant de base de l'aide sociale ne peut même pas se payer une chiotte (traduction québécoise de SHIT-HOUSE ou LOYER LE MOINS CHER EN DEHORS D'UN HLM...)

Louise Langevin

Note: J'envoie ma lettre à ENTRÉE LIBRE parce que les autres journaux semblent être contrôlés par les gars de droite et les snobs.

Le Centre Populaire de Documentation

... Pour en savoir davantage

- Sur les médias
- La publicité
- L'intervention communautaire

Nous offrons des activités de groupes, pour nous aider à mieux comprendre la réalité médiatique qui nous entoure.

Revue, journaux, livres, revues de presse...

187, rue Laurier, local 316

821-2270

Le débat référendaire

UNE GUERRE DE MOTS

Pour certains, c'est un OUI irrévocable. Pour d'autres, c'est le NON qui prime. Le reste de la population demeure dans l'impossibilité de faire un choix mais, comme tout autre citoyen québécois, ils auront à le faire. Et nul n'est sans savoir qu'il s'agit d'une question d'avenir pour le Québec.

Depuis le début d'octobre, des affiches, des dépliants, des autocollants et des macarons défilent dans les rues. La campagne référendaire s'est lancée et, de par toute cette publicité, on vise à convaincre les indécis. Est-ce la meilleure manière de vendre une idée en bombardant les gens de phrases-chocs et de panneaux à tous les coins de rues? Les citoyens désirent connaître la vérité et obtenir les réponses aux vraies questions. En ce moment, nous ne sommes que les victimes d'une guerre de mots entre dirigeants.

UNE STRATÉGIE PUBLICITAIRE POUR FAIRE PEUR

On peut comprendre qu'à l'approche de l'heure de vérité, les dirigeants sont prêts à tout pour récolter le plus de votes possible. Par contre, il y a plusieurs manières de partager un point

de vue sans être obligé de masquer les vraies réponses par des couleurs extravagantes et des mots qui effraient. On n'a qu'à faire référence à la campagne pour le NON avec son slogan "On a raison de dire NON". Sur cette affiche, le mot "séparation" est tranché en deux et le mot "ration" apparaît dans la partie rouge de l'affiche. N'est-ce pas là un exemple de peur bleue qu'on tente de transmettre aux Québécoises et Québécois moins informés?

On nous demande de voter pour faire bouger les choses, pour obtenir notre autonomie et pour s'auto-diriger. De l'autre côté, on nous demande le contraire afin de maintenir une alliance avec le Canada et de prévenir un déficit qu'ils évaluent à 15 milliards de dollars. Les gens sont confus. Les plus confiants ou aventuriers sont prêts à faire le grand saut alors que les plus conservateurs refusent même d'entendre les projets et les solutions.

LES ORIGINES HISTORIQUES DU NON

Mais pourquoi ce n'est pas un OUI unanime? La réponse est simple. Le Québec a toujours été sous les autorités étrangè-

res. D'abord, ce sont les Français qui prirent charge de gouverner le Québec, appelé Bas-Canada à l'époque, jusqu'à ce que l'Angleterre se pointe pour en prendre possession. Lorsque les Français prirent le chemin du retour, seulement les bourgeois suivirent. Les moins choyés, les plus démunis et, par le fait même, les moins instruits, sont demeurés sur cette terre qu'on appelle aujourd'hui le "Québec". Jamais ils ne se sont auto-gouvernés. Jamais ils n'ont pris des décisions concernant leur coin de terre faute d'instruction, faute de courage, faute de confiance en sa patrie.

Aujourd'hui, les gens sont assez instruits pour comprendre qu'il est temps de mettre fin à cette légende qui nous maintient dans l'ombre depuis notre découverte. En somme, le fait de refuser d'accéder à cette indépendance démontre un manque de confiance ou une insécurité extrême. On doit considérer que le peuple québécois a évolué depuis sa découverte et qu'il a mûri de manière telle qu'il est prêt à s'auto-gouverner.

Anne-Marie Charron

LA CHARTE D'UN QUÉBEC POPULAIRE : UN PROJET PORTEUR D'ESPOIR...

Solidarité Populaire Québec est un vaste regroupement de solidarité de plusieurs centaines d'organismes syndicaux, populaires, communautaires, de femmes, religieux, de solidarité internationale, etc. L'objectif fondamental de S.P.Q. est de faire progresser la justice sociale au Québec. En région, ce regroupement est présent par l'intermédiaire de Solidarité Populaire Estrie. Une Commission populaire itinérante a pris la route en 1990 sur le thème « Le Québec qu'on veut bâtir ». Plus de 1400 personnes (dont environ 120 en Estrie) représentant Plus de 350 organismes ont participé à cette consultations. A partir du rapport de la Commission, un projet de texte a été voté lors d'une Assemblée nationale populaire en juin et septembre 95.

Nous vous présentons certains extraits de cette Charte avec leur numéro de référence. Vous pouvez vous procurer ce document en appelant à S.P.E. (566-2727).

Les droit individuels et collectifs

1. Nous affirmons que ce qui doit primer dans notre société, c'est la dignité de la personne. Par personne, nous entendons toutes les personnes.

3. La dignité implique aussi des droits économiques, sociaux et culturels parce que la personne est un être économique, social et culturel. La vie des personnes n'est pas toute déterminée d'avance. En Plus de notre nature propre, nous sommes des êtres de culture. Nous réinventons sans cesse nos manières de vivre et de nous organiser en société. Nous ne nous réalisons pleinement qu'en participant à part entière à une société qui assure notre survie et qui protège nos droits.

11. La liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression des personnes doit être protégée aussi bien à l'égard des pouvoirs publics qu'à l'égard des grandes entreprises. La recherche du bien commun prime sur la liberté du discours commercial, lequel vient après les autres droits et libertés.

20. Il est temps d'accorder une reconnaissance Plus large et une meilleure protection aux droits économiques, sociaux et culturels. Parmi les droits à mieux reconnaître et protéger figurent:

- .le droit à des services de santé et à des services sociaux universels, accessibles et gratuits;
- .le droit à l'alphabétisation, à la formation générale et professionnelle et universelle, accessible et gratuite;
- .le droit pour les familles à des services de garde d'enfants de qualité, accessibles et gratuits;
- .le droit à un logement décent à un prix abordable;
- .le droit à un revenu décent, garanti soit par le travail, soit par des transferts fiscaux;
- .le droit à un emploi de qualité;

.le droit à des lieux démocratiques autonomes qui soient axés sur la solidarité et l'éducation populaire; (...)

26. Nous appuyons l'option de l'indépendance du Québec comme un outil permettant de promouvoir un projet de société qui répondra aux aspirations démocratiques du peuple québécois. Dans un tel cas, les instances élues par le peuple québécois et spécialement autorisées par lui devront assumer l'exclusivité du pouvoir de légiférer, de lever des taxes, des impôts et de conclure des traités pour le Québec.

30. La coexistence de nos peuples québécois et autochtones implique de promouvoir activement le dialogue entre nous en vue d'en arriver à mieux nous connaître et nous comprendre.

La démocratie

31. La démocratie existe quand les citoyens et les citoyennes sentent que le pouvoir leur appartient. Elle implique qu'ils et elles exercent leur droit et assument leur responsabilité de participer pleinement à la vie collective dans tous ses aspects.

45. L'amélioration de la démocratie dans nos institutions politiques passe entre autres par l'adoption d'un mode de scrutin proportionnel, pour permettre la représentation politique de divers courants d'opinions.

49. La décentralisation de pouvoirs ne doit pas servir au désengagement de l'État mais à l'engagement des citoyennes et des citoyens dans le contrôle démocratique de leurs institutions.

L'Équité

55. Le chômage massif, la pauvreté, l'insécurité sont le lot d'un grand nombre de Québécois et surtout de Québécoises. Ces problèmes ainsi que leurs

conséquences dramatiques sont évitables. Une profonde remise en question du capitalisme et des règles de l'économie de marché, une répartition Plus équitable de la richesse et du travail peuvent en venir à bout.

L'État dans le Québec que nous voulons bâtir.

81. L'État québécois doit permettre à la population de s'appropriier collectivement et démocratiquement le pouvoir tant économique que politique.

82. L'État doit servir à élaborer et mettre en marche une stratégie de développement axée sur: 1) la satisfaction de nos besoins réels. 2) la promotion efficace des droits et libertés, 3) la réalisation d'une véritable démocratie politique, économique et sociale. 4) l'établissement d'une équité concrète pour tous les citoyens et citoyennes.

83. L'État doit faire la promotion de la solidarité sociale et combattre les inégalités avec tous les moyens dont il dispose. Les citoyennes, les citoyens, les communautés locales, régionales et l'État engagent ensemble leur responsabilité au niveau du projet de société. Ils doivent chercher à le gérer ensemble. L'État doit favoriser cette co-responsabilité.

87. Une des fonctions de l'État consiste à redistribuer la richesse. Il peut le faire entre autres par une fiscalité Plus progressive et Plus équitable, par le plein emploi, par une politique améliorée de sécurité du revenu, par le maintien et le renforcement des programmes sociaux et des services publics.

La culture et l'ouverture sur le monde

92. Une société québécoise basée sur l'équité doit faire la promotion d'une culture com-



Partie des participants et participantes de l'Assemblée Nationale Populaire de juin 94 à Cap-Rouge.

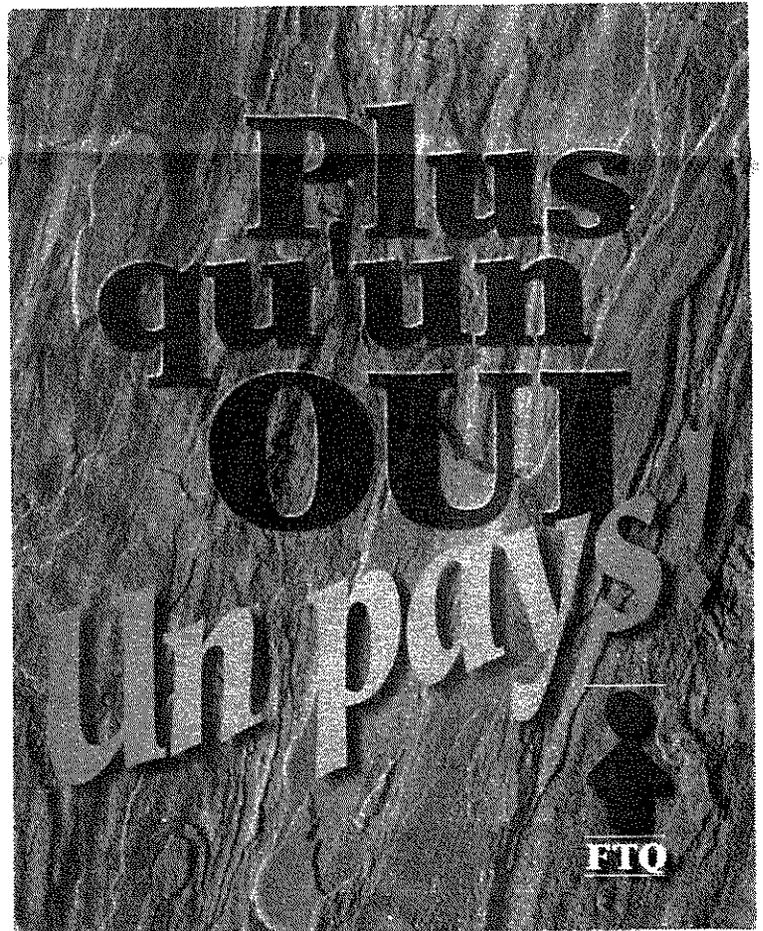
Photo: Yvonne Charette

mune qui reconnaît la diversité des apports culturels de toutes les personnes et de tous les groupes qui composent le Québec moderne.

103. Le Québec que nous voulons bâtir est conscient des inégalités politiques et économiques qui existent entre les peuples et les nations. Il oeuvre à démocratiser la vie internationale et à instaurer des relations économiques équitables (...). Il dénonce les obstacles posés par l'ordre international actuel au respect des droits humains et au respect de l'environnement. Il s'oppose ouvertement aux politiques qui génèrent les inégalités et l'exclusion.

La protection de l'environnement

108. Nous reconnaissons le droit fondamental des citoyennes et des citoyens à un environnement sain, ou la qualité de l'air, de l'eau et du sol est telle qu'elle ne constitue pas un danger pour la santé et pour l'intégrité de l'écosystème global.



Copyright des textes et des illustrations de l'État du Québec, 1995. 302-3922

985, rue Galt ouest,
Sherbrooke
562-5079

Équipement de bureau
QWERT ltée

SERVICE
(RÉPARATION TOUTES MARQUES)

VENTE

LOCATION



SMITH CORONA



CINÉMA

"Le confessionnal"

Un film de Robert Lepage.
avec Lothaire Bluteau et Patrick Goyette

SILENCE: ON CONFESSE

Robert Lepage nous offre, avec cette oeuvre cinématographique magistrale, des moments d'intrigue, de joie, de peine, de souffrances et de questionnements à travers les nombreux symboles présents dans le film, la vie des personnages, et la vie tout court. Cette oeuvre constitue un portrait juste de ce qu'on attend de la vie et des autres, particulièrement à travers la religion, par le biais d'une intrigue.

À Québec, en 1952, Alfred Hitchcock tourne "I Confess". Pendant que l'équipe du film envahit la haute-ville et occupe littéralement l'église paroissiale, Rachel, une jeune domestique au service du presbytère, négocie son salut éternel derrière la grille du confessionnal. Enceinte à seize ans et harcelée par le remords, elle sollicite le pardon en confiant son désarroi et sa honte à un jeune prêtre, voué au silence par le secret de la confession.

En 1989, après avoir passé trois ans en Chine, Pierre Lamontagne est de retour à Québec pour les funérailles de son père. Il y retrouve son frère adoptif Marc, le fils illégitime de Rachel, piégé par le mal de vivre. Marc, tourmenté et désespéré, est à la recherche de son identité et de ses racines. Ici s'amorce l'enquête des deux frères à la recherche du père inconnu. Celle-ci les conduira jusqu'au site du tournage du film "I Confess" à Québec, en 1952.

Dans *Le confessionnal*, les thèmes du secret, de la solitude et du paradoxe entre le désespoir et la rage de vivre transparaissent dans l'oeuvre de Lepage. Les symboles du rouge et du blanc ("blanc sur rouge, rien ne bouge; rouge sur blanc, tout fout le camp" comme le dit si bien l'interprète Jean-Louis Millette dans le rôle de Raymond Massicotte) reviennent souvent dans l'histoire par le biais de situations et d'objets utilisés par les personnages. La notion du bleu est aussi importante dans le film. Celle du flash entre les époques alternées également.

Le confessionnal m'a permis de découvrir un nouveau cinéaste, qui avait jusqu'à maintenant collaboré considérablement à l'évolution du théâtre québécois. Robert Lepage s'inspire des valeurs traditionnelles du bon vieux cinéma; c'est-à-dire une histoire prenante, véhiculant des idées, des questionnements et des réponses sur les effets de la religion et l'éducation qui en subit les conséquences. Une étude à la fois sociale, divertissante, filmée avec un oeil créatif, imaginaire et avant-gardiste.

Maryse Dumont

Le Confessionnal est présenté à la Maison du cinéma jusqu'au 26 octobre.



OUI...

Nous sommes un peuple.

Il est temps de conquérir notre liberté.

Parce que la souveraineté du Québec est une condition essentielle et urgente de l'existence, de l'épanouissement et du rayonnement de notre langue, de notre littérature et de notre culture, nous lançons un appel au peuple québécois:

n'écoutez plus les promoteurs de notre dépendance.

Ils disent que choisir la souveraineté c'est "prendre une chance".

Il cherchent à nous noyer dans un océan de chiffres et de peurs.

Nous affirmons que c'est au contraire **se donner une chance.**

La chance de s'affirmer en tant que nation responsable.

La chance de nous gouverner enfin nous-mêmes.

La chance de maîtriser nos outils de développement

et de les orienter vers une plus grande prospérité et une plus grande solidarité.

Ils prétendent que c'est se replier sur nous-mêmes.

Nous affirmons que c'est au contraire **s'ouvrir au monde.**

Refusons dorénavant d'être enfermés dans un statut de province!

Refusons d'être réduits au rang d'une minorité!

Nous avons le droit de jouir de tous les attributs d'un peuple libre.

Comme les 185 autres peuples qui ont franchi ce pas,

nous avons le devoir d'être présents

et de parler en notre nom sur la scène internationale

où se joue désormais l'avenir de la Terre et de chaque nation.

Notre pays existe déjà.

IL NE NOUS RESTE QU'À LUI DIRE OUI.

Union des écrivaines et écrivains Québécois

S'abonner c'est se donner les moyens de mieux s'informer

Abonnement régulier ... 15 \$

Institutions, organismes ... 20 \$

Note: le prix inclut la TPS

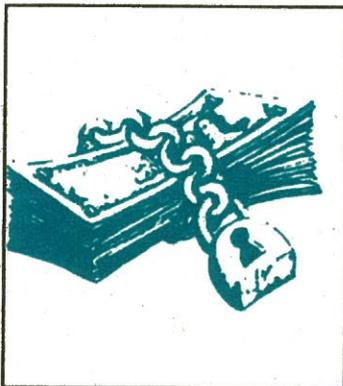
Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s) adressé à Entrée Libre

187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec), J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Ville : _____ Téléphone : _____



Le financement des groupes populaires

URGENT!

Recherchons équipiers et équipières pour faire :

Rédaction

Photos

Enquêtes

Montage

Se joindre à l'équipe d'Entrée Libre permet de s'impliquer humainement dans le quartier.

Contactez-nous: 821-2270